

## **7,5/20 = La note de l'Institut Thomas More sur la 1ère année de François Hollande**

Tous les six mois, l'institut Thomas More, un think tank d'opinion indépendant plutôt libéral, publie un baromètre analysant l'avancée des réformes mises en place par le président de la République, et le respect des engagements de campagne. Pour ne pas faire de jaloux, et après vous avoir présenté il y a un peu plus d'un an l'analyse par l'institut Thomas More du quinquennat de Nicolas Sarkozy (source : "9,5/20 - La note de Sarkozy pour Thomas More "), c'est au tour de François Hollande de passer à la casserole.

Entre sa campagne présidentielle et la fin de sa première année de mandat, le président actuel a pris un total de 768 engagements (517 promesses de campagne et 251 nouvelles annonces / mesures / propositions). Pas mal, non ? Afin de donner une note globale à la première année de mandat du président Hollande, l'Institut Thomas More a recensé ces 768 engagements, puis les a classifiés en 30 catégories avant de donner trois notes pour chaque catégorie en ce qui concerne (1) l'état d'avancement, (2) la pertinence et (3) l'impact des réformes ou mesures annoncées. Alors, François Hollande a-t-il obtenu une meilleure note que Nicolas Sarkozy il y a un an (9,5/20 pour NS) ?

Trêve de suspense, la réponse est non ! Avec une note globale de 7,5/20, François Hollande est pour le moment assez loin de son prédécesseur, qui lui-même n'avait pas obtenu la moyenne... Sur les 30 domaines, ceux où le président et son gouvernement s'en sortent le mieux sont l'Agriculture, la pêche et la chasse (10,5/20) l'économie numérique (10/20) et la sécurité (10/20). Les trois domaines les plus mauvais ? Si l'on enlève la famille (dont la note est très faible principalement à cause des troubles en ce qui concerne le mariage pour tous et la position peu claire de François Hollande sur la PMA), les trois domaines où le gouvernement est le plus à la ramasse sont la fiscalité, la dépense publique et les retraites...

Et malheureusement, il est vrai que sur ces trois domaines "économiques", le bilan après un an de quinquennat est mauvais. Lors de sa campagne, François Hollande avait annoncé une réduction du déficit public à 3% du PIB en 2013, le rétablissement de l'équilibre budgétaire en fin de mandat et la réduction de la part des dépenses publiques dans la production nationale à 54% en 2017. A cause de la crise (enfin surtout car le programme de F. Hollande était basé sur des hypothèses de croissance extravagantes, comme le Captain' vous le disait avant même l'élection de Hollande, source : "Le chiffrage économique du programme de François Hollande"), le gouvernement ne sera clairement pas capable de tenir ses engagements. Pour 2013, le gouvernement table désormais (après avoir revu de nombreuses fois à la baisse) sur une croissance de +0,1%, alors que tous les grands organismes anticipent une récession (entre -0,8% et 0% selon les prévisions). Idem pour 2014, le gouvernement prévoit + 1,2% alors que les prévisions sont plutôt autour de +0,8%... Et 40 points de base de croissance, cela pèse clairement dans les finances publiques à la fin de l'année (autour de 4 milliards environ, on estime à la louche que 1 point de croissance en moins = 10 milliards de déficit en +). Mais autant repousser les problèmes en se voilant la face, c'est bien connu !

Hypothèses de croissance - Programme de François Hollande

Attention : ce n'est pourtant pas stupide de ne pas vouloir diminuer trop brusquement les dépenses publiques en période de crise, pour éviter, via l'effet du multiplicateur fiscal, d'entraîner une chute du PIB (principe du périmètre "zéro valeur" du PLF 2013 - source : "Projet Loi de Finance 2013"). Ce n'est pas non plus stupide d'allouer davantage de moyen à l'éducation ou à certains domaines importants (recherche et développement, innovation, énergies...). Mais il faut tout de même garder en têtes deux choses importantes : (1) il ne suffit pas uniquement de plus de moyen pour améliorer une situation et (2) certaines dépenses ont une utilité très discutable et une réduction de la taille de l'Etat est à long-terme indispensable.

Alors que le gouvernement avait prévu un plan de 60 milliards d'économies, avec 30 milliards de baisse des dépenses publiques et 30 milliards de nouvelles recettes (principalement via une hausse de la taxation sur les ménages les plus aisés) le résultat est plutôt "une grosse majorité de taxes, un peu sur tout le monde"

"Si les promesses de campagne ciblaient surtout les "riches", avec la limitation des niches fiscales, la baisse du plafond du quotient familial, la tranche supplémentaire à 45% de l'impôt sur le revenu et la taxation à 75% au-dessus d'un million d'euros, la réalité des décisions prises est tout autre : taxe sur le tabac, taxe sur la bière, gel du barème sur l'impôt sur le revenu et désormais augmentation programmées de la TVA pour 2014... Ce sont tous les Français qui devront ouvrir leur porte-monnaie. La palinodie sur la taxe à 75% est le signe d'une politique fiscale qui navigue à vue et qui fait une bonne part à l'idéologie." Institut Thomas More

Le Capitain' ne rejoint pas l'Institut Thomas More sur l'ensemble des notes et analyses (un peu trop libéral parfois à mon goût, lire le "Baromètre des réformes de François Hollande | Mai 2013" pour une description complète), mais s'il y a bien une note sur laquelle je suis entièrement d'accord, c'est celle concernant les retraites. La note globale de 5,50/20 est finalement biaisée par la note d'avancement des réformes (10,50/20) qui signifie simplement que les mesures annoncées lors de la campagne ont par la suite ont été à peu près tenues. La pertinence des mesures sur la retraite est par contre notée 5/20 et l'impact des ces mesures à 1,5/20 ! L'âge du départ à la retraite a bien été avancé avec le retour de la retraite à 60 ans sous conditions, comme promis lors de la campagne électorale de François Hollande. Et ce alors que tous les pays du monde font le chemin inverse, en allongeant, en toute logique avec l'allongement de la durée de vie, le nombre d'années de cotisations ou bien en repoussant l'âge de départ à la retraite.

Le rapport Moreau (ex-présidente du Conseil d'Orientation des Retraites, le COR) sur les retraites, commandé par le gouvernement Ayrault, doit être remis en fin de semaine. Selon certaines rumeurs, le rapport préconiserait : (1) un allongement de la durée de cotisation (43 ou 44 annuités de cotisation en 2020, contre 41 ans et trois trimestres actuellement) (2) une modification du calcul de la retraite des fonctionnaires sur les trois à dix dernières années ou lieu des six derniers mois, (3) une hausse de la CSG pour les retraités et (4) une hausse des charges patronales. Mais alors, pourquoi avoir diminuer l'âge de départ à la retraite il y a un an ? Cela n'a tout simplement aucun sens ! On peut encore et toujours accuser la crise, mais l'évolution démographique est connue de tous depuis longtemps. Et oui, scoop du jour : "La population française vieillie" !

En un an, seulement 10,52% des 758 engagements de François Hollande ont été tenus (avec en plus 6,91% des mesures annoncées en cours et 17,74% amorcées... contre 31,08% des engagements qui connaissent des ratés). Et malheureusement, ce ne sont pas forcément les bonnes réformes qui sont passées. Si François Hollande avait pu se casser une guibole le jour de la réforme des retraites, de son discours sur la taxe à 75% ou bien avait arrêté la picole le jour de la réalisation du budget 2013 basé sur une croissance de 0,8%, cela n'aurait pas été plus mal...

Conclusion : L'Institut Thomas More était déjà assez critique sur le bilan de Nicolas Sarkozy, dont les

points forts étaient (1) la réforme des retraites, (2) la justice et (3) l'agriculture et les points faibles (1) les questions de société (2) le budget de l'Etat et (3) la famille. Incroyable, la dépense publique et le budget de l'Etat étaient déjà les points faibles du président précédent (source : "10e Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy | Bilan d'un quinquennat de crise")! Comment ça, en France, on serait incapable de tenir correctement un budget et de mettre en place des réformes de fond pour rééquilibrer de manière intelligente les finances publiques ! Le problème n'est malheureusement ni de gauche ni de droite, mais concerne tous les gouvernements français depuis 1975. Cela fait en effet maintenant près de 30 ans que chaque année en France, le budget est voté et exécuté en déficit. Pas mal, non ?